GENEVE

Année XXXI - N° 808 - 1 NOVEMBRE 1930

LE RÉVEIL ANARCHISTE

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Club L'Aurore, rue de Coutance, 8 au 1er

Vendredi 7 novembre, à 8 h. 30 du soir

Soirée de discussion

Sujet traité : L'idée de lutte de classe

Tout le monde est cordialement invité à participer à la discussion de ce sujet, qui sera introduit par le camarade L. Bertoni.

AU MÊME LOCAL :

Samedi 8 novembre, à 8 h. 30 du soir

Soirée familière

au profit de la Bibliothèque

MUSIQUE - CHANTS - DECLAMATIONS
TOMBOLA - SAUTERIE - BUVETTE

Entrée libre.

L'argent n'a pas d'odeur...

Et même s'il est produit par le pétrole, il ne le sent pas. Grand scandale à Genève, la semaine dernière, pour rien du tout. Dans un monde capitaliste, il y a forcément des hommes d'affaires, dont les bénéfices, les prélèvements ou les vols, comme l'on voudra, ne sont limités par rien. A rappeler cette usine qui, au cours de la guerre, réalisa un gain atteignant les 250%, sans que personne s'en scandalisât, bien qu'empoché par des ententophiles fournissant des munitions à la France et à l'Angleterre. Le scandale n'éclata pas même quand la dite usine, deux ans plus tard, fit faillite sans avoir payé dix millions d'impôt de guerre sur des bénéfices bien avérés. Ses administrateurs ne furent guère coffrés ; ils n'avaient qu'à rendre une partie seulement des bénéfices réalisés les années précédentes pour qu'il ne fût plus question de faillite. Ils gardèrent par contre le tout et sont toujours parmi les personnages les plus considérables et les plus considérés de Genève.

Qu'est-ce en comparaison de cela cette petite histoire de pétroles russes ? Il est vrai que l'hypocrisie de certains s'est révélée d'une façon particulièrement crue !

Après avoir tempêté contre le *dumping* russe — comme si le *dumping* n'était pas l'une des formes les plus courantes du commerce international — ces Messieurs s'étaient groupés en sociétés anonymes, afin de garder pour eux le plus clair des bénéfices du dit *dumping*. Nous avons dès le début dit dans notre journal, que si bénéfice il y avait de la baisse des prix sur les produits russes, ce n'est pas tant les consommateurs, comme les intermédiaires et accapareurs qui en profiteraient, et en société capitaliste il ne saurait d'ailleurs en être autrement. L'histoire des pétroles russes à Genève vient le prouver une fois de plus.

La campagne électorale aidant, l'histoire des pétroles russes cédés par les bolchevistes, notez-le bien, à des sociétés d'antibolchevistes notoires — dans le commerce et les spéculations les uns et les autres ne s'embarrassent pas de principes — cette histoire fera encore long feu.

Tout le monde pourtant aurait intérêt à se taire: les bolchevistes déclamant à n'en plus finir contre la spéculation capitaliste pour ensuite la favoriser ou s'y associer, de même qu'après avoir fait de leur doctrine la négation de celle du fascisme — alors qu'elles se ressemblent à s'y méprendre — ils ont soutenu l'économie fasciste en lui fournissant des centaines de millions ; — les tsaristes de toutes nuances de chez nous, partisans du fil de fer barbelé autour de la Russie, mettant son peuple immense au ban de l'humanité — prêts néanmoins dès qu'un intérêt bien palpable est à réaliser, à s'entendre le plus cordialement du monde avec la dictature bolcheviste.

Nous ne comprenons pas comment il n'ait pas été remarqué que le scandale se trouvait des deux côtés. Les uns et les autres ont passé par-dessus toute question de principes pour conclure des affaires. Les uns et les autres n'ont fait preuve que d'une mentalité capitaliste et rien de plus.

Selon nous, il n'y a pas lieu à scandale, sinon pour ceux qui prennent au sérieux le communisme des uns ou le spiritualisme des autres. Allons, il n'y a pas d'affaire véreuse, si celle que nous venons de citer au début de notre article ne l'est pas, et les *nantis* de tous les pouvoirs, sans exception, sont bien faits pour s'entendre.

Boycottons La Suisse journal fasciste

Veille d'élections

Dans quelques jours, nous aurons les élections cantonales qui nous donneront une fois de plus une majorité bourgeoise qui pourra se diviser sur des questions de détail, mais toujours prête à reformer le front unique sur la moindre question de quelque importance, où les intérêts de *classe* sont en jeu.

Ce devrait être un événement ne passionnant plus le monde ouvrier. Mais malheureusement le parti socialiste a fait du parlement son principal champ de lutte. Il dit bien parfois que la lutte aura son issue ailleurs, mais en attendant ses principales rencontres demeurent des rencontres électorales. Un instant de réflexion devrait faire comprendre à ses électeurs qu'ils ne peuvent certes guère attendre de n'importe quel Conseil la solution de problèmes angoissants, tels que le chômage, la crise économique en général, le militarisme, les menaces fascistes, etc.

Les partis bourgeois agitent devant les âmes timorées le spectre de la Genève rouge, comme si nous n'avions pas déjà Zurich, Berne, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Baden, etc., villes toutes avec une majorité rouge, sans qu'il n'y ait absolument rien de changé. Le patronat continue son exploitation, la magistrature et la police s'acharnent comme partout ailleurs sur les plus pauvres, les privilégiés ne voient diminués en rien leurs privilèges, les déshérités se trouvent toujours dans la même situation d'insécurité.

Certes, il n'y a pas grand'chose de changé, et si balai neuf balaie bien, au fur et à mesure qu'ils demeurent au pouvoir les socialistes s'assagissent et de tout ce qu'ils se proposaient de balayer, du régime bourgeois, ils finissent par se convaincre que rien ne doit l'être. C'est fatal: un jacobin ministre n'est pas un ministre jacobin, à plus forte raison un socialiste ministre n'est pas un ministre socialiste.

Il serait vain de récriminer et peut-être aussi de s'y attarder, si tout cela n'avait pas pour résultat de détourner la masse populaire d'une action directe, seule efficace, pour la bercer de dangereuses illusions. A lire ces temps-ci le quotidien socialiste, le travailleur peut vraiment croire que son sort va être décidé par les élections, alors qu'il n'en sera rien. La Banque reste maîtresse de toute la vie économique, le chômage même, avec les meilleures intentions du monde, ne pourra être atténué que dans une mesure dérisoire, la marche de toutes choses ne sera guère modifiée. Le bon électeur, quelque peu déçu tout de même, n'en retournera pas moins écouter les bonimenteurs à la prochaine foire électorale, jusqu'au jour où il se trouvera dans une situation inextricable avec ceux-là mêmes qui prétendaient lui servir de guides.

Chose étrange. Le parlement est une institution que la bourgeoisie a jugé bon de créer pour l'administration et la défense de ses intérêts. Comme tel nous en avons fait une âpre critique, mais les socialistes prétendent au contraire qu'une pareille institution est ce que la font les hommes qui parviennent à y dominer. Comme si les élus ne devaient pas avant toute chose s'engager à faire respecter la légalité à laquelle ils doivent leur élection et qui, par ailleurs, les oblige à appliquer un ensemble de mesures édictées à seule fin de garantir l'exploitation bourgeoise !

C'est une brutale contradiction que les moins avisés devraient sentir; mais voilà, la période électorale n'est précisément pas une période de froid raisonnement. Tous s'ingénient à faire un bruit assourdissant, sans que la voix de la raison ait la moindre chance de se faire entendre dans la triste cacophonie.

D'aucuns nous objectent que notre abstention ressemble fort à un désistement de la lutte. Mais tout d'abord, il nous sera bien permis de ne voir aucune lutte dans la surproduction de papier imprimé, dans l'entassement dans une urne de différents bulletins, dans les banquets, discours, cortèges, meetings, manifestations de chaque parti. Il y a là tout au plus la même concurrence qu'on rencontre sur un champ de foire.

La lutte contre la vie chère, le chômage, la hausse des loyers, la fiscalité trop lourde, les bas salaires, autant de choses que le populo, en attendant la réalisation de son émancipation intégrale, pourrait entreprendre avec de meilleurs résultats dans la rue que ses représentants dans l'enceinte des Conseils du pays. Et il y aurait ce double avantage, d'une part de secouer la torpeur de la masse, d'autre part de l'habituer à chercher une solution propre et immédiate aux problèmes que les difficultés de l'existence lui posent jour après jour.

La bourgeoisie accuse son parlementarisme d'impuissance pour s'adonner au fascisme, qui, l'exemple de l'Italie vient de nous le démontrer, est encore plus impuissant. Le prolétariat peut à plus forte raison taxer le parlementarisme non seulement d'impuissance, mais de nuisibilité à son égard, mais sans attendre aucun salut de n'importe quelle dictature. Seule son action directe lui vaudra cette émancipation intégrale qui doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Mussolini : Adorez la mitrailleuse

Prière à Notre-Dame de l'Obus : Nous t'adorons, Vierge Sainte. Bénis mousquetons, mitrailleuses et poignards...

Sacco et Vanzetti

Superbe lithographie en quatre couleurs, format 50 × 65 cm., au prix de 1 franc l'exemplaire.

L'infâme chaise brisée, Thayer, Fuller et Elliot gisent sous elle, tandis que Vanzetti donnant la main à Sacco, répète à la foule les paroles: « Je veux un toit pour chaque famille, du pain pour chaque bouche, de l'éducation pour chaque cœur, de la lumière pour chaque intelligence. »

PÉRIODE ÉLECTORALE

—o—

Triste période que nous offre encore le spectacle d'un gaspillage inouï d'efforts et d'argent pour un résultat négatif prévu d'avance.

Il est archiconnu que la majorité bourgeoise ne sera pas renversée, et, dût-elle l'être, qu'il n'y aurait encore rien de changé sous la calotte des cieux. Peut-être, les socialistes seraient-ils en un premier temps des administrateurs plus scrupuleux, mais le pouvoir use et bientôt ils ne manqueraient pas de commettre les mêmes abus que les politiciens bourgeois.

Ce n'est d'ailleurs pas par la voie parlementaire qu'une transformation sociale est possible. L'Etat est une puissance sans doute, mais la finance en est une encore plus grande et dans un monde capitaliste elle commandera aussi longtemps qu'elle ne sera pas radicalement éliminée.

Nous n'en sommes pas aux premières expériences de gouvernements et parlements plus ou moins socialistes; toujours elles ont déçu les masses. La bourgeoisie elle-même a fini par dénoncer l'impuissance parlementaire, ce qui lui est un prétexte à nous gratifier du fascisme, si nous la laissons faire. Mais ce n'est certes pas une opposition parlementaire qui pourra éloigner ce danger; c'est, au contraire, la certitude d'un soulèvement de la masse.

Tant que le gouvernement sera armé contre le peuple, ce dernier pourra se croire libre, mais en réalité il sera à la merci des forces militaires. Pour réaliser notre émancipation, il faut d'abord que le peuple se trouve armé contre le gouvernement, et enfin qu'il élimine ce gouvernement, lequel en raison même de son existence ne pourrait que viser à se développer toujours plus, et non pas à se laisser absorber par la société.

La domination d'Etat paraît à nombre de naïfs préférable à celle du patronat privé; mais il faut bien se dire que si aujourd'hui l'Etat assure à ses employés et ouvriers un traitement quelque peu supérieur à celui des entreprises privées du jour où il disposerait de la toute puissance économique, il faudrait se plier à toutes ses exigences ou se voir privé de son gagne-pain. C'est ce qui arrive déjà en Italie, avec le fameux système corporatif ne se proposant d'autre but que d'affamer tous ceux qui manifestent la moindre velléité contre le régime. Il en est de même en Russie, avec un système soi-disant soviétique. alors qu'en réalité il n'y a qu'une formidable centralisation dictatoriale, réunissant tous les pouvoirs politiques et économiques, si bien que la personne humaine se trouve anéantie dans un pareil engrenage. Elle doit se résigner à n'être qu'un instrument aux mains d'un pouvoir à la tâche énorme et partant forcement mal remplie, lors même que ses buts soient sincères et non ceux d'intérêts et d'ambitions inavouables.

Nous ne savons que trop par de malheureuses tentatives répétées, combien il est le plus souvent difficile d'entraîner la masse à une action directe. Mais tant que la bourgeoisie ne se trouve qu'en présence de quelques représentants, elle peut se sentir encore rassurée et ne rien céder. Ce n'est qu'en tant qu'elle se trouvera en présence de la foule en mouvement qu'elle sera d'abord amenée à quelques concessions, ensuite à son entière reddition.

Les luttes électorales et parlementaires ne sauraient que retarder ce jour, par la déviation qu'il en résulte à la recherche de remèdes qui se trouvent être inopérants. De quoi s'agit-il, sinon de vivre d'une vie nouvelle, et personne ne peut vivre à la place d'un autre. Chacun doit apprendre à vivre sa vie, non pas dans le sens d'un égoïsme hautain qui le laisserait désarmé en face de tout groupe hostile, mais dans le sens de la plus large solidarité, première condition de l'épanouissement du bien-être de tous et de chacun.

Nos intérêts ne sauraient être représentés; il nous appartient de les faire respecter et triompher par une activité de chaque jour. Tant que nous n'en serons pas capables, la défense que nous pourrons attendre de quelques élus se ramènera à fort peu de chose et nous resterons à la merci des pires tentatives réactionnaires, celles-ci se trouvant encouragées par les exemples répétés de notre impuissance sur le terrain électoral et parlementaire. Il est clair que les moyens de défense que la bourgeoisie veut bien nous accorder sont insuffisants; il nous faut en créer qui nous soient propres.

Le *Réveil anarchiste* est en vente
A GENEVE :
32, Rue Rousseau.
51, Rue du Rhône.
11, Rue de Carouge.
12, Rue des Grottes (chez le père Vincent)

Camarades, apprenez l'esperanto. Cours gratuits par correspondance. S'adresser à Laborista Esperanta Grupo, 6, rue des Terreaux-du-Temple, Genève

Tribune syndicale

—o—

A propos du Congrès de l'U.S.S.

Peut-on appeler un Congrès syndical la réunion de Lucerne, tenue les 18, 19 et 20 octobre? Certainement, s'écrieront d'aucuns, outrés de notre demande. Mais alors il faut croire que ce qui est communément appelé syndical n'a plus rien du syndicalisme.

Le fait est que l'on se serait cru dans une de ces vagues parlottes bien bourgeoises. Depuis que les grands chefs syndicaux ont intégré le mouvement ouvrier dans les rouages de l'Etat et le font participer aux palabres du BIT, le syndicalisme de rénovation sociale est bien mort.

Au cours de ce Congrès, il n'a été discuté que de législation sociale, de lois à proposer ou à modifier, d'assurance chômage, assurance accidents. Bien timidement, il a été esquissé une approbation à la décision de l'Internationale d'Amsterdam pour la semaine de 44 heures. Le tout noyé dans d'interminables discours, dont le fond aurait tenu dans l'espace de quelques minutes.

Pouvait-il en être autrement? Non pas. Car, nous l'avons dit, notre mouvement syndical d'aujourd'hui n'est qu'un moyen de collaboration éhontée avec les gouvernements et les exploiteurs capitalistes.

Comme de coutume, il a été agité les trophées des « organisations puissantes » (?). On en est toujours à la vieille formule du syndicalisme allemand. Eh! bien, nous le disons tout net, ces organisations soi-disant formidables sont en réalité des « organisations d'impuissance ». Toujours prête à évoluer en régime capitaliste, la force de ces organisations s'est écroulée devant des événements quelque peu extraordinaires. La guerre et l'après-guerre a démontré la carence complète de ce syndicalisme, que l'on veut nous faire ingurgiter. Les faits prouvent que devant la guerre, le fascisme, le chômage, le syndicalisme d'aujourd'hui est absolument incapable d'apporter une solution.

C'est pourquoi, tout en reconnaissant l'utilité et la nécessité de l'action quotidienne, nous préconisons l'éducation révolutionnaire des travailleurs, en démontrant que rien de durable ne pourra s'accomplir sans une révolution, qui en expropriant la classe bourgeoise et capitaliste, changera les bases mêmes de la société.

Cela, nous avons tenté de le faire comprendre à quelques délégués, mais ils semblaient ne pas pouvoir saisir, tellement l'idéologie strictement réformiste est ancrée en eux.

Plus qu'en les chefs syndicaux, nous avons confiance en les travailleurs. Aussi avons-nous le ferme espoir que les événements, dépassant les savants calculs des bonzes, donneront l'impulsion nécessaire aux masses pour leur émancipation. Ce sera heureux.

Méto.

FOBB — La défaite de Bâle

Il ne faut pas se payer de mots, mais il est nécessaire d'appeler les choses par leur nom. Convenons que la grève de Bâle s'est terminée par un écrasement presque complet.

Au bilan syndical, 35 semaines de grève, près de deux millions de francs de subsides d'engloutis. Remarquons que ce mouvement était dirigé directement par le Comité central de la FOBB.

Il est absolument certain que l'atmosphère de division et de haine fratricide régnant parmi la classe ouvrière de Bâle a été un sérieux atout entre les mains des patrons. C'est d'ailleurs toujours l'éternelle histoire, lorsque les travailleurs sont désunis c'est le patronat ou la réaction qui triomphe.

Mais est-il équitable de charger le bouc bolcheviste de tout le poids de la défaite? Nous ne le pensons pas. Notre avis est que la « vieille tactique éprouvée », si chère aux dirigeants syndicaux, a reçu une sérieuse secousse.

Rappelons brièvement la tactique des dirigeants centraux. D'abord, un mouvement de grève ne peut pas être mené avec du sentiment, donc pas de grève spontanée, nécessité absolue d'avoir des troupes compactes, disciplinées, surtout animées d'un esprit à toucher les subsides. Ensuite concentrer tous ses efforts sur un point, quitte à négliger les autres, de façon à arracher dans un centre certaines revendications qui forment un coin dans les privilèges capitalistes. Nous ne nions pas que c'est là de la haute stratégie syndicale, mais est-elle efficace, est-elle invulnérable?

Lorsque nous faisions part de nos doutes, on nous écrasait d'un sourire dédaigneux. Nous n'y comprenions rien, paraît-il, absolument rien.

Tout en reconnaissant que la FOBB a fait tout son possible pour mener ce mouvement à la victoire, nous persistons à penser que la tactique employée a été, quant au fond, erronée.

Au printemps 1930, la FOBB avait une trentaine de mouvements en cours ou prévus. Presque tous ces mouvements ont dû trouver une solution à l'amiable, surtout en raison du fait que les dirigeants centraux avaient résolu de réserver les fonds pour « le coin de Bâle ». Il est vrai que la plupart de ces mouvements ne reposaient pas sur des effectifs aussi compacts que ceux de Bâle, mais il est certain qu'avec l'entrain et la volonté de lutte (qui sont des sentiments), de sérieux avantages auraient été acquis dans diverses localités, si la FOBB avait assuré une aide plus large.

La réssitance patronale de Bâle a démontré que les capitalistes savent, eux aussi, compter leurs forces et leurs... capitaux, pour barrer le chemin aux revendications ouvrières. Nous l'avons toujours dit: Tant que les syndicats partiront à la bataille avec la formule: caisse contre caisse, ce sera toujours la classe ouvrière qui aura le dessous.

Au risque de passer pour des « sentimentaux », nous maintenont que nous devons insuffler aux travailleurs l'esprit de révolte, de lutte, d'action directe, qui contient également en lui-même l'organisation méthodique et les revendications au jour le jour.

L. T.

Contre la Constituante et contre la Dictature

—o—

Chacun a le droit d'exposer et de défendre ses idées ; mais personne n'a celui de fausser les idées d'autrui pour faire valoir les siennes.

Depuis des années que je ne voyais plus *Il Martello*, je reçois son numéro du 21 juin dernier, où je trouve un article signé *N.*, dans lequel il est question, d'une façon plus ou moins fantaisiste, d'un projet insurrectionnel, conçu entre Giulietti, D'Annunzio et moi. Il ressort de cet article qu'un nommé *Ursus* a parlé précédemment du même fait, mais il ne m'a pas été possible d'avoir son écrit.

Peu importe Je ne puis maintenant dire comment les choses, rapportées par *N.* et *Ursus*, se sont réellement passées, parce que nous ne vivons pas en un temps où il soit permis de dire au public, et conséquemment à la police, ce que quelqu'un a pu faire ou essayé de faire, et parce que, d'autre part, je ne saurais trahir la confiance que des personnes, qui actuellement ne voudraient pas être nommées, peuvent avoir eue en moi. Toutefois, je puis bien m'étonner que *N.* et *Ursus*, poussés par le désir de trouver des appuis à une thèse tactique à eux, n'aient pas compris le manque de délicatesse d'en appeler à un homme qui, à l'ordinaire, ne reçoit pas les journaux, ne connaît ainsi pas ce qu'on dit de lui et ne peut y répondre --- et cela sans éprouver au moins le devoir, dans une affaire personnelle, de prendre la responsabilité de ce qu'ils disent, en signant de leurs noms et prénoms.

Ce dont j'ai hâte --- et c'est pour cela que je prends la peine de relever les écrits en discussion --- c'est de protester contre l'affirmation, absolument fausse, que j'aie été, à un moment quelconque de mon activité politique, partisan de la Constituante. La chose est de grande importance théorique et pratique, car elle pourrait d'un moment à l'autre devenir d'actualité et ne peut laisser indifférent l'anarchiste qui veut agir en anarchiste à chaque occasion qui se présente.

Précisément à l'époque où les faits dont *N.* et *Ursus* se souviennent si mal, se produisirent, je m'efforçais de combattre par la parole et par la plume, la foi et l'espoir que plusieurs subversifs, pas anarchistes, bien entendu, avaient dans une Constituante possible.

La Constituante -- je disais alors, comme j'ai toujours dit avant et après --- est le moyen auquel ont recours les classes privilégiées, quand la dictature n'est pas possible, pour empêcher la révolution, ou si la révolution a déjà éclaté, afin d'en arrêter le cours, avec le prétexte de la légaliser, et reprendre au peuple le plus possible des conquêtes qu'il peut avoir faites en période insurrectionnelle.

La Constituante, qui endort et étouffe, et la Dictature, qui écrase et tue, sont les deux dangers qui menacent toute révolution, et contre lesquels doivent se diriger les efforts des anarchistes.

Naturellement, comme nous ne sommes relativement qu'une petite minorité, il est possible et même probable qu'un prochain soulèvement aboutisse à la convocation d'une Constituante; mais cela se ferait sans notre approbation et notre concours, mais contre notre volonté et malgré nos efforts, simplement parce que nous n'aurions pas été assez forts pour l'empêcher. En pareil cas, nous devrions avoir contre la Constituante la même attitude de méfiance et d'opposition irréductible que nous avons toujours eue contre les Parlements ordinaires et tout corps législatif.

Entendons-nous. Je ne suis pas partisan de la théorie du *tout ou rien*, et je crois qu'en réalité personne ne se conduit de la façon que cette théorie impliquerait: ce serait chose impossible.

Il s'agit d'un mot d'ordre que beaucoup emploient pour mettre en garde contre l'illusion de petites réformes et de prétendues concessions gouvernementales et patronales, et afin de rappeler toujours la nécessité et l'urgence de l'acte révolutionnaire: c'est une phrase qui, prise dans un large sens, peut servir à pousser à une lutte sans quartier contre les oppresseurs et les exploiteurs de toutes espèces. Mais prise à la lettre est tout simplement une absurdité.

Le *tout* est l'idéal qui s'éloigne et s'élargit à mesure que nous progressons, et qui conséquemment n'est jamais atteint. Le *rien* serait je ne sais quel abîme de barbarie, ou tout au moins la soumission entière à l'oppression présente.

Je crois qu'il faut prendre tout ce que l'on peut, qu'il soit peu ou prou; faire tout ce qui est possible aujourd'hui, mais poursuivre toujours le combat pour rendre possible ce qui aujourd'hui ne le paraît pas encore.

Par exemple, si nous ne pouvons aujourd'hui nous débarrasser de toute espèce de gouvernement, il ne faut pas pour cela se désintéresser de la défense de quelques libertés acquises et de la lutte pour en conquérir d'autres. Si nous ne pouvons maintenant abolir radicalement le système capitaliste et l'exploitation des travailleurs qui en découle, nous n'en devons toutefois cesser de lutter pour conquérir des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Si nous ne pouvons abolir le commerce et y substituer l'échange direct entre producteurs, ce n'est pas une raison pour renoncer à chercher les moyens de se soustraire le plus possible à l'exploitation du commerçant et de l'accapareur. Si la force des oppresseurs et l'état de l'opinion publique empêchent maintenant de supprimer les prisons et de pourvoir avec des moyens humains à l'éventuelle défense contre les malfaiteurs, nous ne voudrions pas pour cela nous désintéresser d'une agitation pour l'abolition de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la ségrégation cellulaire et en général des moyens les plus féroces de répression, servant à exercer la soi-disant justice sociale qui n'est que vengeance barbare. Si nous ne pouvons abolir la police, nous ne voudrions néanmoins pas permettre, sans protestation et sans résistance, que les policiers passent à tabac les détenus et se livrent à tous les excès, outrepassant les limites que la loi même en vigueur leur prescrit...

Je m'arrête, parce que les cas de la vie individuelle et sociale, où ne pouvant avoir le *tout*, *il* faut se contenter d'avoir le plus possible, se comptent par milliers.

Mais ici se pose, très importante, essentielle, la question de la façon de défendre ce que l'on a et de lutter pour avoir davantage. Car, il y a une façon qui, pour de petits avantages présents, souvent illusoires, affaiblit outre l'esprit d'indépendance et la conscience de son propre droit, compromettant ainsi l'avenir et même le présent; tandis qu'il y en a une autre se servant de la victoire la plus petite pour demander davantage et préparer ainsi les âmes et le milieu à l'émancipation intégrale souhaitée

Ce qui constitue la caractéristique, la raison d'être de l'anarchisme, est la conviction que les gouvernements --- dictatures, parlements, etc. --- sont des organes de conservation ou de réaction, toujours oppressifs; et que la liberté, la justice, le bien-être pour tous doivent découler de la lutte contre l'autorité, de la libre initiative et du libre accord des individus et des groupes.

—o—

Il y a aujourd'hui un problème qui, à juste raison, préoccupe beaucoup d'anarchistes.

Le travail de propagande abstraite leur paraissant suffisant ,et celui de préparation techniquement révolutionnaire dont on ignore la date de maturation des fruits n'étant pas toujours possible, ils cherchent quelque chose de pratique à faire dès à présent, pour réaliser une partie au moins de nos idées, malgré le milieu hostile, quelque chose qui, tout en étant utile moralement et matériellement aux anarchistes eux-mêmes, serve d'exemple, d'école, de champ d'expérimentation.

De plusieurs côtés des propositions pratiques sont faites, Pour moi, elles sont toutes bonnes, si elles font appel à la libre initiative et aux sentiments de solidarité et de justice, et tendent à soustraire les individus à la domination du gouvernement et du patron. Et afin de ne pas perdre du temps en discussions qui se répètent continuellement sans fournir des faits et arguments nouveaux, je voudrais que celui qui a un projet cherchât à le réaliser tout de suite, à peine réuni le nombre minime d'adhérents jugés nécessaires, sans attendre, presque toujours inutilement, l'adhésion de tous ou de beaucoup. L'expérience démontrera ensuite lesquels de ces projets sont réalisa-

bles, et laissera vivre et prospérer ceux qui sont viables.

Que chacun suive la voie qu'il croit la meilleure et convient le mieux à son tempérament: aujourd'hui, dans les petites choses qui peuvent être faites dans le milieu actuel, ainsi que demain dans le vaste champ que la révolution offrira à nos activités. Mais ce qui est logiquement impératif pour nous tous, sous peine de cesser d'être réellement des anarchistes, c'est de ne jamais abdiquer aux mains d'une dictature individuelle ou de classe, d'un despote ou d'une Constituante, notre liberté, qui, pour tout ce qui dépend de nous, doit trouver sa base et sa limite dans l'égale liberté de tous.

Errico MALATESTA.

Notes en marge

—o—

Le sacrifice des autres.

Dans l'un de nos précédents numéros, nous avions parlé de cet architecte allemand, Ernest May, qui s'est rendu en Russie, sachant d'y rencontrer un peuple avec cette conpeption profonde: *celle du sacrifice à faire pour atteindre un but élevé.* Et nous disions que ce monsieur admirait, oui, les sacrifices, mais faits par les autres.

Or, on pouvait lire dans le *Vorwaerts* de Berlin, du 7 courant, que l'ancien architecte municipal de Francfort, M. May, touche en Russie 150,000 roubles par an, dont 100 mille marks or payables en Allemagne. A Francfort, il ne percevait pas même le quart de ces appointements.

Nous avions donc vu parfaitement juste en parlant d'un admirateur des sacrifices à imposer aux autres!

M. Coty et le fisc.

M. Coty, le parfumeur multimillionnaire, est grand admirateur de l'Italie fasciste et de Mussolini, qu'il encense dans une feuille baptisée par ironie l'*Ami du peuple.* Or, il résulte que ce personnage paie ses impôts quand il veut, sans que l'Administration impitoyable avec le pauvre monde, ait cru devoir le saisir. C'est ce que nous apprend le communiqué suivant:

*La Ligue des droits de l'homme a signalé au ministre des finances, le 26 février, la complaisance du fisc à l'égard de M. Coty; n'ayant pas obtenu les précisions qu'elle demandait, elle a prié M. Henri Guernut, député, de poser au ministre, par la voie de l'*Officiel, *la question que voici:*

« M. Henri Guernut, député, rappelle à M. le ministre des finances la protestation que lui a adressée la Ligue des droits de l'homme au sujet du traitement de faveur accordé à un important contribuable, et lui demande:

« 1. pourquoi une décision de la Commission supérieure des sursis, prise le 20 février 1928, n'a pas été notifiée au contribuable dont le pourvoi était rejeté; 2. pourquoi les impôts dus par ce contribuable n'ont pas été recouvrés, bien que les services du ministère des finances eux-mêmes aient protesté contre des atermoiements que ne justifiait pas la situation de fortune du redevable; 3. pour quelles raisons il a toléré des lenteurs qui ont eu pour résultat de retarder jusqu'en février 1930 le paiement d'impôts s'élevant à trois millions et demi et dus depuis dix ans au titre de la loi sur les bénéfices de guerre. »

Rappelons qu'à Genève la fameuse maison Pic-Pic, ayant à sa tête des financiers et industriels bien en vue, après avoir réalisé des bénéfices de plusieurs centaines de millions, a fait faillite, sans payer une dizaine de millions qu'elle devait au fisc. Les dividendes scandaleux avaient été bien payés, mais le paiement de l'impôt de guerre avait été renvoyé et... supprimé.

Un pauvre diable qui vole dix francs est emprisonné; mais personne ne songe à inquiéter les grands voleurs, qui continuent même à être très respectés.

Encore le dumping.

Voici ce que nous lisons dans la presse bourgeoise française:

La peur de l'envahissement du marché français par les marchandises russes a donné lieu à diverses manifestations et des mesures mêmes ont déjà été prises pour y parer. Le conseil des ministres s'en est occupé et le ministre du commerce Flandin a fait des déclarations faisant connaître qu'un certain nombre de marchandises en provenance de la Russie seraient soumises au régime des licences d'importation. Le lin et le blé viennent surtout concurrencer sérieusement les cultivateurs. Le ministre affirme qu'à un certain moment des marchandises russes ont été vendues au-dessous du cours, mais n'ont pas profité aux consommateurs, la différence ayant été absorbée par l'intermédiaire.

C'est bien cela que nous avons aussi dit dès qu'il a été question de dumping. Il ne pouvait profiter qu'aux grands accapareurs, pouvant fournir à la dicitature russe les devises étrangères dont elle a si grand besoin.

Syndicalisme rouge!

Nous reproduisons du Contrat collectif de travail entre la Société suisse des maîtres imprimeurs et la Fédération suisse des typographes les articles suivants:

Art. 4. --- Les deux parties contractantes se placent sur le terrain d'une parfaite garantie de paix par rapport à tous les arrangements stipulés dans le présent contrat et ses annexes.

Seront considérées comme violations du contrat toutes mesures générales ou particulières prises unilatéralement et portant atteinte au contenu ou à l'application du contrat ou aux autres conventions.

Il ne doit pas être rendu impossible aux deux parties d'exercer leur solidarité de classe. Toutefois, elles s'engagent à assurer la parution des journaux, quelle qu'en soit leur nature.

Art. 5. --- Pour garantir la bonne exécution des obligations résultant du présent contrat, chacune des parties contractantes déposera à la Banque Nationale suisse, à Zurich, en signant ce contrat, une caution de 25,000 fr. en espèces ou en titres de tout repos, conformément à un certificat de dépôt spécial.

Il n'y a pas que les titres qui soient de tout repos, ce syndicalisme-là l'est aussi.

Appel de fonds.

Le *Citoyen* commence un appel de fonds par cette citation de Mussolini:

Les bourgeois de tous les pays sont les mêmes: égoïstes et apathiques.

Ici, en Italie, ils sont pendant longtemps restés sourds à tous les appels, ils ont fermé les yeux à tous les signes avant-coureurs de la révolution.

Mais un jour les communistes se sont rués dans la maison du grand métallurgiste et constructeur d'automobiles du royaume: ils s'en sont emparés.

Le soir même, le dit industriel m'envoyait un bon quart de sa fortune.

Huit jours après, la plupart des industriels en avaient fait autant, et c'est ainsi que j'ai pu dresser l'armée de l'ordre contre l'armée du désordre.

Tout cela est parfaitement faux. Mussolini a approuvé dans son journal l'occupation des fabriques, qui ont été évacuées par les ouvriers eux-mêmes, sans que la force publique et encore moins les fascistes aient à intervenir. A remarquer aussi que les occupants n'ont rien pillé ni incendié. Oui, Mussolini s'indignait au seul soupçon qu'on pût le croire opposé au mouvement; il avait déjà, d'ailleurs, l'année précédente, lors de l'occupation d'une fabrique à Dalmine, pris la parole pour louer les ouvriers d'avoir inauguré une nouvelle tactique.

Ce fut donc une vulgaire canaille, mentant et pêchant en eau trouble. Qu'il ait organisé ses bandes avec l'argent de grands agrariens, épouvantés par les velléités d'expropriation des paysans, parmi lesquels ceux des syndicats catholiques aussi, et ensuite avec les subsides des barons de l'industrie lourde, cela est fort connu.

Plus tard encore, ces bandes imposèrent de véritables tailles à tous les riches indistinctement, sous prétexte de les avoir sauvés de la ruine! Voir à cet égard la situation financière, commerciale et industrielle, sans parler de la situation ouvrière et paysanne, de l'Italie d'aujourd'hui. Depuis l'époque de Crispi et des revers d'Afrique, l'Italie tout entière n'avait connu une pire misère, sans compter que les dettes d'Etat ont démesurément augmenté.

Industriels et commerçants adhérant à l'U.D.E. feraient bien de se renseigner aux Consulats suisses en Italie avant de donner leur argent pour un ordre à la Mussolini.

C'est un conseil absolument désintéressé que nous leur donnons.

Individu et société.

Le *Semeur* nous donne cette affirmation de Gandhi:

Il faut que la plus faible partie réponde aux mêmes conditions que le tout. Une goutte d'eau doit à l'analyse donner le même résultat qu'un lac tout entier.

Et la fait suivre de ce commentaire:

Autrement dit, une société vaut ce que valent les individus qui la composent. Bonne indication pour les démagogues et les phraseurs « révolutionnaires » qui s'attachent à « La Société », mais se gardent bien de montrer aux individus les vices qui les pétrissent.

L'Anarchie *sera possible et ne cessera d'être une rigolade que dans le temps très lointain où la plus grande partie des individus auront imposé à leur animalité* une loi intérieure dictatoriale. *Pour que disparaissent les lois extérieures à l'homme il faut que cet homme devienne humble de cœur et pauvre en esprit, qu'il s'impose à soi-même cette humilité et cette pauvreté qui est la plus grande des richesses, c'est-à-dire, comme le dif Gandhi, qu'il obtienne sa propre maîtrise.*

Nous ne voudrions pas répéter ici ce qui a déjà été dit tant de fois sur l'influence réciproque de la société et de l'individu. Le raisonnement ci-dessus nous le connaissons bien, parce qu'il est, à quelques mots près, le même qui nous a été si souvent tenu par Messieurs les pasteurs protestants.

Voici des individus *forcés* d'être chômeurs, de loger dans des taudis, de mal se nourrir, de se priver de toute saine joie. Allez leur reprocher les vices dont ils sont pétris!

Le raisonnement par analogie ne vaut jamais grand'chose. Ainsi il est bon qu'il y ait des différences entre individus et qu'ils ne se ressemblent nullement comme des gouttes d'eau. La besogne humaine exige les aptitudes, les goûts, les aspirations les plus variés. D'autre part, nous ne croyons pas que l'anarchie se réalisera par un anéantissement de la personne humaine. Il n'y a vraiment nul besoin de s'humilier ou de s'appauvrir, comme le conseille Gandhi, le mystique, pour obtenir sa propre maîtrise. Il n'y a qu'à reconnaître un droit égal au nôtre chez nos semblables.

A remarquer que prêcher humiliation et pauvreté à des foules aussi déshéritées que les foules hindoues nous paraît plus qu'une mauvaise plaisanterie, une ironie sanglante. Sans mettre en doute la bonne foi de Gandhi, son enseignement se trouve faussé par ses idées religieuses. L'exaltation faite de sa méthode se trouve démentie cruellement par les faits. Bien qu'il ait réussi à entraîner à sa suite de grandes masses, le sang a été versé, la répression a pu s'exercer. Et nous croyons ne pas nous tromper, en disant que le gouvernement anglais a conseillé de temporiser le plus possible; que s'il avait à sa tête un fou sanguinaire comme Mussolini, peut-être à cette heure aurions-nous déjà eu de véritables hécatombes.

Par sa méthode, Gandhi aboutira à un commencement de libération de l'Inde; mais n'oublions pas que les Irlandais ont obtenu leur affranchissement relatif par une méthode toute différente. Il est donc impossible de tirer des faits des conclusions unilatérales. Quant à nous, nous en sommes toujours à penser que la violence armée ne saurait être vaincue efficacement et promptement que par une résistance armée et bien décidée. Le fascisme s'est chargé de nous l'enseigner par l'expérience la plus douloureuse.

Où mène le parlementarisme.

Social-démocrates et communistes allemands --- comme ceux du reste du monde, d'ailleurs --- s'injurient fort, se traitant surtout réciproquement de traîtres.

De quoi s'agit-il en somme? Les social-démocrates ont voté avec les cléricaux de Bruning, les communistes avec les fascistes de Hitler. Nest-il pas évident que nous pouvons les renvoyer dos à dos? N'examinons pas les motifs plus ou moins avouables qui ont déterminé les uns et les autres. La démonstration est faite une fois de plus que dans les Parlements, les pires compromis deviennent nécessaires, à moins de pratiquer un abstentionnisme qu'il serait alors beaucoup plus logique de pratiquer vis-à-vis des élections législatives.

Classe contre classe! se plaisent à répéter fièrement certains charlatans. Mais sans tenir compte que dans tout parti parlementaire plusieurs classes économiques sont toujours représentées, où apercevez-vous entre ministériels et opposants allemands l'application de la fameuse formule classe contre classe?

Le principe anarchique de maintenir les prolétaires « en dehors de toute politique bourgeoise » ne reçoit-il pas sa confirmation de cette énormite grâce à laquelle les socialistes de toutes nuances ne trouvent qu'à voter avec les cléricaux ou avec les fascistes?

Et cela se produit dans tous les parlements du monde, même dans les Grands Conseils suisses. Ou les représentants ouvriers demeurent impuissants, ou la moindre réalisation n'est obtenue qu'en adhérant à telle ou telle politique bourgeoise.

La Chaux-de-Fonds

Rien ne va plus

Mgr Chaliapetta (pas Chaliapettavel), envoyé du pape, a presque terminé son inspection et il soumettra prochainement son rapport au pape Pie XI, sur les dégâts subis par les églises, les séminaires et les instituts religieux.

Dégâts occasionnés par le tremblement de terre.

Est-ce que le bon Dieu deviendrait bolcheviste ou anticléricaliste?

Les camarades sont instamment priés de fréquenter les réunions de leurs groupes.

Les huissiers

Ce sont les hommes du jour: pas de chômage. Ils font la tournée des ménages, flairant jusque dans les tables de nuit.

Cela me rappelle A. Dumas, à qui on présentait une liste de souscription pour une couronne mortuaire et qui demanda:

--- Qu'est-ce qu'il faisait donc votre bonhomme?

--- M. Dumas, c'était un huissier; les locataires donnent cent sous.

--- Alors, tenez, voilà 15 fr. Enterrez-en trois!

Spiritualisme

A propos du refus d'obtenir la salle du Bas, à Neuchâtel, pour des réunions socialistes, la *Sentinelle*, sous la plume de P. Graber, entame une interminable discussion sur le spiritualisme. Pettavel s'en mêle, les pasteurs aussi, une vraie salade!

Il est vrai que c'est un sujet brûlant d'actualité dans une période de chômage. Cela met du beurre dans les épinards des ouvriers. Le plus petit grain de mil ferait bien mieux leur affaire.

A propos des libres-penseurs, Graber dit à son ami Pettavel:

« Mais citez-nous donc nos chefs libres-penseurs au sens ordinaire de ce mot. »

C'est juste, la presque totalité étant inféodée au pettavellisme.

Et plus loin:

« Ce que je sais pertinemment, c'est que pas un ne s'occupe de la Libre-Pensée, qui elle non plus ne construit pas cette assise. »

Graber fait allusion à l'assise morale et spirituelle à donner à la Société.

Il n'y a donc que Graber et un ou deux de ses amis qui valent quelque chose.

Pour ce qui est du spiritualisme, il est vrai que nous sommes essentiellement des antispiritualistes. Quant à la Morale (avec un grand M), c'est à voir. La nôtre n'est pas la même, assurément. Ce qui est certain, c'est que dans cette question religieuse, Graber est tiède ni chair ni poisson, pas croyant mais un peu, ça dépend. Pour finir on ne sait pas.

Mais j'y pense. Est-ce qu'il n'y en a pas un qui a dit: « Soyez froid ou chaud, si vous êtes tiède je vous vomirai de ma bouche. »

J'ai entendu ce patois quelque part.

C. R.

A RELIRE

—o—

Le Travail *publie un nouvel article remarquable de P. Golay. Il était évident -- et pendant soixante ans les anarchistes n'ont cessé de le répéter --- aussi longtemps que la bourgeoisie pourrait se jouer du parlementarisme, elle y demeurerait fidèle, mais aussitôt que sa domination en serait le moins du monde gênée ou entravée, elle ne tarderait guère à avoir recours à la force brutale. Non pas qu'il soit possible avec de simples décisions parlementaires de transformer la société --- seule l'action directe des masses en a la puissance, --- mais le capitalisme ne saurait tolérer d'avoir à vaincre des oppositions légales, considérant son monopole intégral comme la plus haute expression de la légalité.*

Rappelons, d'ailleurs, qu'avant de s'embourgeoiser, les socialistes parlementaires eux mêmes l'avaient reconnu. A preuve ces lignes de Wilhelm Liebknecht, père de Karl.

Nos discours ne peuvent avoir aucune influence directe dans la législation. Nous ne convertirons guère le parlement avec des mots. Les vérités que nous avons à lancer parmi les masses, nous pouvons mieux les répandre d'une autre façon.

Quelle utilité pratique offrent les discours au parlement? Aucune. Et parler sans but constitue la satisfaction des imbéciles.

Pas d'avantages donc, et voici, d'autre part, les dommages:

Sacrifice des principes, abaissement de la lutte politique sérieuse à une escarmouche parlementaire; laisser croire au peuple que le parlement est appelé à résoudre la question sociale.

Du même Liebknecht, donnons cet autre passage encore plus significatif:

Admettons que le gouvernement ne se serve pas de son droit, soit par conviction de sa propre force, soit par calcul, et que l'on arrive (selon le rêve de quelques politiciens socialistes fantaisistes) à constituer au parlement une majorité social-démocrate; que fera cette majorité? *Hic Rodus, hic salta!* Le moment est venu de réformer la société et l'Etat. La majorité prend une décision qui fera époque dans les annales de l'histoire universelle; les temps nouveaux vont commencer. Non! Rien de tout cela... une compagnie de soldats expulse du temple la majorité social-démocrate, et si ces messieurs ne se laissent pas expulser docilement, quelques agents les conduiront à la Préfecture de police, où ils auront le temps de réfléchir à leur conduite donquichottesque.

Pareil spectacle ne s'est-il en somme pas déjà vu, avant même que les socialistes deviennent majorité? Et là où l'étant devenus, ils ont été tolérés, qu'ont-ils pu faire sinon poursuivre, avec de légères variantes, l'administration bourgeoise de la chose publique? L'Allemagne, l'Angleterre, plusieurs villes en différents pays du monde nous en ont fourni des exemples convaincants.

A l'heure actuelle, le grand épouvantail bourgeois à Genève est que la ville agrandie finisse par avoir une majorité socialiste. Mais pareile chose s'est déjà vérifiée à Berne, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Zurich, etc., sans qu'il n'y ait grand'chose de changé. Et alors?

Alors, nous nous demandons pourquoi les socialistes continuent à faire des élections et du parlementarisme leur grand cheval de bataille; la chose est grave en tant qu'elle perpétue la plus dangereuse des illusions et des équivoques pour la classe ouvrière.

Mais donnons l'article du Travail:

L'Assaut

La bourgeoisie créa le parlementarisme. Elle fait de cet instrument sa chose. Aujourd'hui, grâce à l'organisation politique de la classe ouvrière, la bourgeoisie n'est plus seule maîtresse du pouvoir. Elle subit le contrôle des masses. Elle doit légiférer dans mille domaines. Et toute législation, en pays démocratique, prétend fixer le droit et tuer l'arbitraire.

Cette situation agace la bourgeoisie. Elle en grince les dents. Elle n'en décolère point. Et dès l'instant où le parlementarisme devient un moyen d'action de ses adversaires, elle n'a plus qu'une pensée, le supprimer.

Telle est la raison de ce courant qui déferle jusque sur notre Parlement national.

On le pouvait prévoir. On le sentait venir. En Suisse romande, depuis tantôt vingt ans, M. Pierre Grellet, collaborateur talentueux et perfide de la *Gazette de Lausanne*, ridiculise la députation aux Chambres. Il la couvre de sarcasme, la traite comme une fille soumise. Si, par discipline de parti, il accorde aux députés réactionnaires quelque compétence, ce n'est qu'à son corps défendant. Le parlement, pour lui, incarne la démocratie. La démocratie, c'est, prochainement, le peuple. Le peuple, il en a marre. Et de là une animosité qu'encaissent ses coreligionnaires politiques et à laquelle l'esprit libéral de la *Gazette* trouve sans doute son compte.

Au lendemain de la guerre, la bourgeoisie eut une crise d'honnêteté. Elle dura vingt-quatre heures. Et dès lors, elle s'en repent sans arrêt. La pscyhose de guerre ne pouvait que favoriser la tendance à l'autocratisme. Le militarisme dominateur des corps et des esprits durant cinq années, a marqué de son empreinte les générations qui montent. La violence ne connaît pas de contrôle. Elle nie le droit. Elle crée l'omnipotence de l'Etat, la souveraineté des forces matérielles, celles de l'argent, du gendarme. Régler les rapports des hommes selon la justice implique de trop lourds sacrifices. Il vaut mieux les solutionner en fonctions des seuls intérêts de la plus grande puissance. De là, des économies; de là, des serfs à bon compte; de là, le viol des lois; de là, la règle du bon plaisir.

De nombreux exemples excitent notre bourgeoisie réactionnaire. L'Italie, par le nonce du pape à Berne, exerce sur notre politique extérieure une influence dont nul ne semble être surpris. Le fascisme fait loucher de concupiscence la tribu des exploiteurs et des politiciens. Ces derniers, redoutant les règlements de compte, acclament tout régime propice aux exactions cachées et aux despotismes profiteurs. En Autriche, la vaillance socialiste est menacée par une vague de réaction qui dirige son flot contre le principe même de la démocratie. Partout, la réaction aboyante et arrogante cherche le joint. Elle bousculera, à la première occasion, la conquête de cent années d'effort ouvrier et démocratique. Et ce serait une erreur d'élever la voix afin que le respect des droits acquis lui soit compréhensible. Elle n'en veut plus. Le droit, c'est sa loi, son intérêt, son profit. Et pour son privilège, elle est prête à tout.

Le socialisme italien a connu la défaite, non point seulement grâce à ses divisions, mais surtout parce qu'il a hésité, tergiversé, attendu, laissant la terreur accomplir ses premiers exploits sans lui sauter à la gorge et sans lui faire rendre, d'un seul coup, son âme au diable.

Ainsi le prolétariat est menacé par deux actions convergentes: la guerre et la réaction. Toutes deux poursuivent le même but: le rétablissement, au profit des castes dominantes, d'un droit de classe, d'un despotisme de caste, d'une suprématie de la finance, d'un autocratisme du capital, d'une exploitation patronale accrue sous le règne de fer d'un gouvernement formé de larbins dressés à toutes les basses besognes.

Il faut le confesser. Notre mentalité d'après-guerre est singulièrement propice à l'établissement d'un ordre social écrasant l'individu, piétinant son droit naturel et, sous prétexte de le considérer en fonction de la collectivité, le dépouillant avec rudesse, de ce minimum d'indépendance que des siècles de luttes avaient conquis. Et cette mentalité n'est point toujours étrangère à la classe ouvrière, aux chefs de ses organisations syndicales. Mais la menace du fascisme est si apparente que, à n'en pas douter, la résistance, en galvanisant les énergies, deviendra à la fois l'instrument de défense des droits collectifs, des droits individuels et la tentative audacieuse de terrasser l'ennemi et de substituer, au projet d'esclavage qu'il ébauche, un ordre nouveau.

L'erreur, pour la classe ouvrière, serait de dédaigner les signes essentiels d'une offensive de grande envergure. Le fascisme est dans les esprits. Il est incorporé à la mentalité des classes dominantes. Il fait partie de la « doctrine » des élites bourgeoises. Il les anime et fait sauter, par sa force de propulsion, les quelques vestiges de démocratisme conservés à titre documentaire, au tréfonds de leur âme. Et si l'on n'oublie point que le bas matérialisme a toujours été de pratique constante chez les classes que l'évolution de la société menace dans leurs privilèges, on ne peut écarter la conviction que, pour les conserver, elles tenteront toutes les aventures.

Contre ce danger qui menace à la fois la civilisation et la classe ouvrière, le prolétariat semble encore passif. Il disperse ses forces, concentre ses réflexions sur des problèmes de nécessité immédiate, et on le comprend, mais il ne songe point assez aux actions de vaste envergure auxquelles, fatalement, il sera acculé d'ici quelques années.

Partout, sa propagande antimilitariste se poursuit. Contre elle, comme en se jouant, les budgets militaires s'enflent démesurément. Partout sa propagande pour le maintien et la hausse des salaires se poursuit. Partout, comme en se jouant, les capitalistes règlent seuls le marché du travail. Ainsi la société bourgeoise donne l'impression, par sa conduite et par sa suprématie, de régler à sa guise les problèmes qu'elle veut résoudre, et cela sans beaucoup s'occuper des masses populaires.

Nous ne sommes donc pas si puissants que nous puissions compter sur l'efficacité d'une chiquenaude pour renverser l'ennemi.

Les assauts se multiplient. Ils sont dirigés par une pensée unique, mais s'échelonnent sur plusieurs fronts?

Et notre front, à nous, est-il constitué? Est-il prêt? Et les masses ouvrières sont-elles conscientes de l'effort qui les attend comme de l'importance de la lutte qui se prépare?

P. GOLAY.

En U. R. S. S.

Nous empruntons à la revue Plus loin *ces lignes parues sans signature:*

Après un séjour de quatre semaines, à courir de ville en ville, il serait téméraire d'essayer de porter un jugement et même de donner une impression d'ensemble. Mille souvenirs, tableaux, anecdotes, réactions personnelles ou récits au hasard des chemins, car on est toujours là-bas loquace, bon enfant, et, dans la mesure du possible, hospitalier, tout cela fournirait maintes petites notes plus ou moins contradictoires.

Ils sont pauvres, mal vêtus, ils ont une grande difficulté à s'approvisionner, mais ils ont tous un réel courage et travaillent comme des enragés — j'entends ces gens de la rue, rencontres de tramways, de salles d'attente, compagnons de voyage inconnus qui semblent véridiques, car ils commencent toujours par se plaindre, puis font la part du mieux au pire, quelquefois avec résignation, mais presque toujours avec enthousiasme. Des ouvriers, pour la plupart; nous n'avons pas vu grand'chose des paysans. Ces ouvriers, on a bien l'impression qu'ils savent pourquoi ils travaillent: pour eux, pas pour des patrons; pourquoi ils se privent tellement en ce moment: pour franchir plus vite cette période de grands travaux. Afin d'avoir l'argent nécessaire aux machines-outils et aux appareils achetés à l'étranger, ils sont obligés d'exporter le plus possible, jusqu'aux denrées utiles de première nécessité; d'où cette misère actuelle.

Et s'ils tiennent cet hiver, qui sera le plus dur de ce *plan de cinq ans* (qui doit d'ailleurs être fini en quatre ans, en 1932), ensuite ça ira mieux, ils produiront pour eux et deviendront solides, et gare à l'Amérique! puisqu'ils pourront régler à la fois leurs besoins et leur production, accordés et non contraires, comme sous un régime capitaliste. C'est du moins ce qu'ils disent. Et tous ceux qui sont conscients de cet effort en mettent un coup dur en ce moment (je ne parle pas seulement des membres du parti, qui ne sont pas tellement nombreux). Ce surmenage, cette surexcitation, et une alimentation certainement insuffisante, leur donnent à tous un air tendu, comme s'ils étaient prêts à l'anémie cérébrale.

Il y a quantité de réformes sociales qui sautent aux yeux, même pour quelqu'un de nullement au courant de ces questions, et qu'on souhaiterait qu'un Etat capitaliste copiât du dehors, sans attendre plus, comme la journée de sept heures, le travail continu, la semaine de quatre jours de travail et un jour de repos (pas de dimanche pour tout le monde à la fois, joliment commode pour les voyageurs en tout cas), et toutes ces institutions protégeant la mère et l'enfant.

Il est entendu officiellement, je crois, qu'en attendant l'âge d'or de l'égalité entre les hommes, c'est la dictature du prolétariat. Les autres, les bourgeois, s'il en reste encore, crèvent et n'ont que cela à faire. La pire horreur, c'est de ne pas avoir de carte de syndicat.

Le pays frappe par son immensité, la générosité de ses proportions... Aussi je crois qu'ils peuvent avoir confiance en l'espoir d'arriver à se suffire à eux-mêmes, et qu'ils pourront tenir, grâce au caractère des Russes qui leur permet d'attendre, de subir, de se résigner, d'avoir tout le temps pour eux.

Toujours le même témoignage, et notez-le bien, qu'il s'agit des ouvriers, la classe soi-disant dominante, et des ouvriers des centres le mieux approvisionnés. Mais la constatation invariable est toujours la même: le prolétariat dictateur subit la misère, en attendant la réalisation d'un plan d'industrialisation, qui renforcera sans doute le patronat bolcheviste d'Etat, mais n'aura pour les exploités que les maigres bienfaits obtenus par les exploités d'autres pays industrialisés.

Quant aux réformes sociales russes, il est fort à craindre qu'elles soient de la même nature que celles de la Charte du Travail fasciste; réformes extraordinaires sur le papier, mais dont l'application laisse beaucoup à désirer. Ainsi par exemple, toutes les institutions protégeant l'enfant n'empêchent pas l'existence avouée de centaines de mille enfants abandonnés.

Que le peuple russe soit un grand peuple et qu'il finira quand même par avoir une meilleure destinée, nous n'en doutons guère; mais ce contre quoi nous nous insurgeons, c'est de prétendre qu'il a réalisé une forme supérieure de révolution, à laquelle le monde entier doit s'inspirer. « Attendre, subir, se résigner » — voilà des qualités qui n'ont vraiment rien de révolutionnaire. Nos maîtres de toujours nous les ont enseignées. Et répétons-le, les lignes ci-dessus se rapportent à la minorité ouvrière particulièrement privilégiée, *malgré son « alimentation certainement insuffisante ». Reste la masse paysanne, dont le sort est encore plus dur et les souffrances plus grandes. Etre privé de liberté a toujours signifié être privé de pain. Cela est vrai pour toutes les dictatures.*

Un drame émouvant

Nous lisons dans la Bataille des Marins, *organe du syndicat des marins de Dunkerque, le récit suivant:*

19 septembre. C'est l'équinoxe. Au port, les quais sont balayés par les lames qui se succèdent sans interruption et déferlent avec un bruit d'enfer. Le vent souffle en rafale, c'est la tempête; il est 15 heures.

Dans le goulet de Brest, les lames de plus en plus fortes secouent les bateaux qui se pressent de rentrer au port se mettre à l'abri de la tempête. Vers 18 heures, le temps devient épouvantable. C'est un véritable ouragan. Plusieurs navires passant au large et se trouvant en difficulté, envoient des S.O.S. sans arrêt.

Le tésefiste de service à bord de l'*Auroch*, remorqueur de sauvetage, a capté une demande d'assistance du navire yougoslave *Dohodak*, qui est en péril.

Aussitôt retentissent dans le vent les coups de sirène du bord. Ce tragique signal annonçait l'appareillage du remorqueur.

Dans la chambre des cartes, le commandant Malbert et son second Nicolas, situent la position du navire qui appelle à l'aide.

Toute la journée le vent a soufflé avec force et la mer a grossi au point de contraindre les navires à rester au port. A ce moment, la tempête redoublait de violence. Quoique cela, l'*Auroch* appareillait pour accomplir sa tâche sublime et humaine: tenter de sauver un navire en perdition et son équipage. Il est 20 h. 30 quand il double la jetée. Aussitôt assailli par la mer qui déferle sur le pont, il faut ralentir l'allure.

A Saint-Mathieu, les lames deviennent plus hautes; le vent devient plus fort, et par rafale sautant du l'O.S.O. à l'O.N.O: les paquets de mer embarquent balayant tout sur le pont, fonçant comme des béliers; la passerelle inférieure est défoncée.

L'*Auroch* a un mal de chien à tenir le coup; une lame le recouvre en entier; l'entrée du poste d'équipage est arrachée et la clairevoie démolie. Le poste est ouvert aux lames qui s'y engouffrent avec fracas; l'eau pénètre dans la machine et la chaufferie.

Il n'est plus possible d'avancer. La sécurité de l'équipage et du remorqueur veut que l'on batte en retraite; la lutte a été rude.

Pas de blessé? Non, commandant.

L'*Auroch* met le cap sur Brest vent arrière, il reprend une allure normale; le maître d'équipage apparaît sur la passerelle:

« Nous ne savons pas ce qu'est devenu Laouénan. »

De nouvelles recherches sont entreprises. François Laouénan est introuvable; il a sans doute été enlevé par une lame, mais il y a déjà un moment, et on ne peut plus songer à faire des recherches: d'ailleurs la nuit est tellement noire, la mer si forte et le vent si dur.

Laouénan a 48 ans. C'est un ancien de l'équipage qui déjà a souvent participé à des sauvetages, tant sur l'*Auroch* que sur l'*Iroise;* pour tous, c'est un deuil cruel. Il laisse une veuve et deux orphelins.

Qui de vous, camarades marins, ne connaît l'abnégation, le courage, le véritable héroïsme de ces équipages de bateaux de sauvetage? Quand ils appareillent par gros temps, ils savent que c'est à la mort qu'ils courent; pourtant, narguant la camargue, ils y vont, sans crainte, et pour un salaire de famine, montrant une grandeur d'âme extraordinaire, sans songer aux actionnaires, propriétaires de remorqueurs qui, eux, toucheront de gros dividendes s'ils ont sauvé plusieurs navires.

Quand on songe que Mme Laouénan, pour avoir perdu son compagnon, touchera la modique rente de 1800 francs qui ne représente pas 5 francs par jour, et qu'on osera donner à chacun de ses enfants la somme minime de 120 francs par an, soit 10 francs par mois.

Voyons, camarades inscrits, ne pensez-vous pas qu'il est temps de vous ressaisir, de vous grouper, vous, qui affrontez la tempête? Vous qui luttez avec la mort pour lui arracher vos semblables, croyez-vous que vous n'êtes pas de force à lutter contre ceux qui profitent de vos existences? Ne pensez vous pas qu'il est dérisoire d'accorder une aumône à vos compagnes et à vos petits, alors qu'on accorde des rentes de 100,000 francs a la veuve du maréchal Foch, parce que lui, au lieu de sauver des vies humaines, commandait le grand massacre pendant la grande tuerie internationale?

Allons, camarades, apportez un peu de ce courage dont vous faites si bon marché dans votre œuvre sublime; apportez-le dans votre organisation syndicale, et reclamez au moins pour vos veuves et vos orphelins autre chose que l'aumône que l'on donne si parcimonieusement à la veuve de Laouénan et à ses deux pauvres orphelins.

BIBLIOGRAPHIE

Ne pas oublier qu'il s'agit de francs français, de francs de quatre sous.

Vient de paraître: *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, par Pierre Besnard (édition de la C. G. T. S. R.).

Un volume de 352 pages contenant tout l'exposé de la question sociale, en trois parties: analytique, critique et déductive; préparatoire à la révolution par l'organisation; constructive et réalisatrice.

C'est un effort très louable que de publier une telle œuvre. Nous aurons plusieurs fois l'occasion d'en reparler en envisageant séparément les différents sujets qui y sont développés.

Le syndicalisme est une question particulièrement épineuse et qui nous a fourni les expériences les plus diverses et parfois les plus contradictoires. Très souvent le syndicalisme réel est une bien piètre chose. Il est vrai qu'on peut en dire de même de toutes les doctrines politiques ou sociales; mais c'est surtout en matière syndicale que nous avons une régression morale que ne compense guère, là où elle existe, la progression numérique.

Certes. il serait absurde de négliger le mouvement syndical, bien que nous ne lui donnions guère le rôle de premier plan que Besnard lui assigne; mais n'oublions pas que les hommes ne sont pas seulement divisés ou groupés par classes; ils le sont aussi par les idées qui sont bien loin de correspondre toujours très exactement avec les classes. Nous devons tendre à simplifier, pour ainsi dire, la situation; mais non au point de créer de dangereuses illusions. De tout cela, nous le répétons, nous aurons occasion de parler successivement en traitant séparément tel ou tel sujet.

GROUPE OUVRIER ANARCHISTE DE LIEGE

Mise en garde

Nous sommes obligés d'avertir les camarades du mouvement anarchiste d'être en garde contre un certain Kovasz, se disant instituteur hongrois, s'affirmant recommandé par des camarades du Nord de la France et de Paris, qui est parti sans dire mot de Bruxelles, sans régler une somme importante qu'il devait aux copains de là-bas. D'autre part il a escroqué les milieux socialistes en se présentant devant eux comme un social-démocrate hongrois. Prière de considérer comme nul un carnet à souche portant le cachet de notre organisation et qu'il a en sa possession. Le dit Kovasz a environ 35 à 40 ans, est grand, maigre, chauve, au front très large, aux mains très soignées, inhabituées au travail manuel, parle couramment l'allemand, assez bien le français et est très au courant de la vie de notre mouvement. Nous demandons de le ne recevoir comme le mérite un escroc.

Pour le Groupe: N. Lazarevitch.
P. Gonda.